

Note de conjoncture régionale

CRFB du 23 juin 2026

La note de conjoncture suivante a été établie conjointement par Fibois Nouvelle-Aquitaine et Fibois Landes de Gascogne à partir de témoignages des acteurs professionnels de la filière Forêt Bois Papier.

Résilience et fortes incertitudes pour la filière bois au menu en cette fin juin

Introduction :

Le premier semestre 2026 affiche une activité en trompe-l'œil pour la filière bois. Si les volumes de commandes et les chiffres d'affaires du début d'année se maintiennent globalement à un niveau correct (avec parfois un rebond au printemps pour certaines entreprises), les niveaux d'activité sont différents d'un secteur d'activité à un autre et l'absence quasi totale de visibilité à moyen terme pour l'ensemble engendre une forte inquiétude.

Il faut dire que les entreprises de la filière forêt-bois-papier connaissent depuis le début de l'année une succession de facteurs qui influent sur l'évolution de leurs activités et qui viennent s'ajouter à ceux évoqués dans notre précédente note de conjoncture de fin 2025. Citons parmi ceux-ci : le renchérissement du prix des carburants et de certaines matières premières lié à la crise au Moyen-Orient créant une nouvelle tendance inflationniste, les volumes de bois sinistrés par la tempête Nils, l'arrêt d'activité d'usines papetières influentes pour le territoire régional. Les entreprises de travaux forestiers et les industriels se retrouvent pris en étau entre des coûts de production (GNR, transport, main-d'œuvre) en forte hausse et un marché où la répercussion de ces coûts sur les prix de vente est devenue extrêmement laborieuse, voire impossible sur certains segments (palettes, connexes). Le contexte général appelle à une extrême prudence à l'approche de l'été.

Les entreprises, quels que soient le ou les créneaux sur lesquels elles se positionnent, n'ont pas le choix, et doivent s'adapter. On constate un renforcement des démarches commerciales, des réorientations de production, un renchérissement de leurs prix de vente ou encore une « optimisation » dans leurs effectifs.

Dans cette période instable, certains chefs d'entreprises conservent malgré tout un certain « optimisme », un peu à l'image du sondage réalisé auprès des entreprises exposantes au Carrefour International du Bois de Nantes, qui vient de fermer ses portes.

Regardons, comme à notre habitude la conjoncture régionale à travers les principales essences de bois qui y sont récoltées.

Chêne

Pour ce qui concerne les marchés du chêne, on peut dire que c'est l'une des essences les plus impactées actuellement avec notamment un marché de la tonnellerie (grain fin de chêne sessile pour le vin), consommateur de bois de qualité, qui subit de plein fouet les décisions de l'administration Trump, venues déstabiliser un marché US qui représente le tiers en volume et en valeur de ce secteur. L'autre marché, celui des spiritueux (plus axé sur la valorisation de chêne pédonculé, nombreux dans notre région) s'en sort un peu mieux. Le facteur qui inquiète le plus les acteurs de ce secteur est la diminution constante de la consommation de vins et de spiritueux. Les entreprises réduisent leurs équipes, leurs stocks, limitent leurs achats et s'interrogent logiquement sur l'avenir.

Le marché du parquet massif, dont le chêne est l'essence phare, présentait quelques signes de reprise au début de l'année 2026, notamment sur certains pays de l'Europe de l'Est et de la Scandinavie. Mais

la récente crise « iranienne » est venue geler ces prémices. Tous espèrent à présent une issue rapide qui permettrait de renouer avec ces premiers signes encourageants pour le secteur.

Le marché de la charpente en chêne se maintient comme celui des traverses bois, même si pour ce dernier la SNCF s'oriente vers une baisse des prix pour les livraisons 2026.

Néanmoins et pour contrebalancer ce tableau, on doit également dire que les acteurs locaux qui achètent, scient et transforment le chêne ont adapté leurs pratiques en réorientant leur production vers d'autres marchés, d'autres produits et en réduisant leur rayon d'approvisionnement. Leurs chiffres d'affaires ont pu se contracter mais leur activité s'est maintenue. La demande locale en bois de chêne reste donc ferme avec des prix qui se maintiennent.

Peuplier

Le maître-mot pour qualifier les marchés du peuplier en Nouvelle-Aquitaine reste la stabilité. En effet, les opérateurs de l'exploitation indiquent le retour à une situation moins concurrentielle sur les achats de bois, même si la demande est ferme, notamment pour les lots de qualité, les prix se maintiennent. Il faut également dire que la tempête Nils a quelque peu sinistré certaines peupleraies en Val de Garonne. Cette stabilité se constate aussi dans les niveaux de production des usines de contreplaqué présentes en Nouvelle-Aquitaine comme dans une moindre mesure chez les scieurs de peuplier qui arrivent à repositionner cette essence sur leurs marchés.

Seul bémol qui demeure : la concurrence déloyale de certains produits en contre-plaqué étrangers (à base de bouleau d'origine Russe) qui, malgré les mesures antidumping prises par l'Europe, arrive à pénétrer le marché européen retirant autant de parts de marché à nos fabricants.

Sapin-Epicéa, Douglas

L'exploitation forestière des résineux de Montagne est actuellement relativement dynamique sur les massifs du Limousin et du Massif Central, la météo étant particulièrement favorable aux activités d'exploitation forestière à la différence du début d'année où les volumes manquaient. Aujourd'hui les lots de bois proposés à la vente connaissent de nombreuses offres, avec la présence d'opérateurs étrangers (signe de difficultés dans d'autres pays européens comme l'Allemagne, la Belgique...) sur les ventes groupées, alors que la volumétrie des bois mis en vente s'est contractée. Cette concurrence à l'achat influe « fatalement » sur le prix des bois.

En termes de marchés, la saisonnalité et les anticipations de stock à l'approche de la période estivale sont favorables pour les activités liées à la production d'emballages. Néanmoins le refus d'augmentation des prix d'achats pour clients finaux impacte la rentabilité des entreprises transformatrices qui ont quant à elles, majoritairement accepté de revoir leur prix d'achat de bois à palette.

Du côté des produits de structure et des débits pour la construction, les marchés, bien que présents, sont moins dynamiques. Les hausses de prix de bois ne sont pas acceptées sur ce secteur. A ce niveau, plusieurs entreprises de ce secteur, qui ont aussi une activité de négoce, évoquent des priorisations des projets de particuliers vers de nouveaux équipements énergétiques au détriment d'autres projets (aménagement, décoration...).

Châtaignier

Pour le bois de châtaignier, la situation reste globalement bonne en matière de valorisation des bois destinés au sciage ou à la fabrication d'éléments de clôture. Néanmoins la visibilité pour ces transformateurs s'est également quelque peu réduite depuis le début de l'année. Cette essence « riche » de singularités impose aux opérateurs qui la transforment de rechercher sans cesse une optimisation de la matière, il en va du maintien de leur compétitivité par rapport à d'autres produits et d'autres essences « moins locales ».

Notons de nouvelles valorisations de cette essence sur le grand Sud-Ouest (chimie, paillage) qui permettent de compenser quelque peu les pertes de débouchés en bois de trituration feuillus pour les acteurs du Sud du territoire régional.

Bois énergie, bois de chauffage et granulés

Enfin, cette essence (qui est la première en termes de mortalité) est aussi largement exploitée en bois énergie. Cet usage ne faiblit pas, la saison de chauffe qui se termine aura été plutôt bonne pour les acteurs de la filière positionnés sur ce marché. Ce type de bois va continuer de permettre de répondre à une demande de biomasse « sèche » pour les chaufferies industrielles et collectives du territoire régional.

La saison de chauffe 2025-2026 sur le bois de chauffage, aura également été plutôt bonne dans l'ensemble avec un hiver moyennement rigoureux mais long. Le renchérissement des énergies fossiles que nous avons connu à partir du début du conflit au Moyen-Orient a eu un effet « dopant » sur les livraisons de bois pour les ménages qui ont à la fois une installation au bois et une chaudière au fioul ou au gaz. Le bois en bûche comme en granulés représente une réelle opportunité pour réduire sa facture de chauffage dans cette période d'instabilité du prix des énergies fossiles.

Sur le front des granulés de bois, la situation s'est améliorée par rapport à la même période l'année dernière. La production s'est stabilisée, les stocks sont plus en phase avec la consommation. Les besoins et les prix des produits connexes nécessaires à la fabrication des granulés sont fermes.

Bois de trituration feuillus

Comme nous l'évoquions en introduction, l'arrêt de l'activité de l'usine de Saint-Gaudens impacte fortement la filière régionale. Les flux de matière depuis la région Nouvelle-Aquitaine ont été estimés autour de 400 000 tonnes annuelles. C'est tout une partie de la chaîne d'approvisionnement de ces volumes qui se trouve actuellement en difficulté (entrepreneurs de travaux forestiers, exploitants-forestiers, transporteurs...). L'issue incertaine du redémarrage de cette usine de fabrication de pâtes inquiète au plus haut point les acteurs de la filière. L'analyse des données de l'industrie papetière mondiale n'apportant que peu d'espoir car les marchés internationaux se redessinent de manière agressive.

La dégradation de la rentabilité des producteurs de pâte due pour partie aux modifications d'équilibre du marché mondiale est inquiétante, il conviendra de suivre au plus près les évolutions de ce secteur. L'offre de bois d'industrie feuillus sur notre territoire est aujourd'hui supérieure à la demande, les stocks sont pleins et les prix de la matière ont déjà baissé.

Pin Maritime :

Sur le massif des Landes de Gascogne, les difficultés s'additionnent. Ce cumul renforce une inquiétude déjà vive :

- Une situation politique internationale qui déstabilise et une plus forte concurrence des marchés internationaux qui viennent percuter les équilibres établis. Cette année, plusieurs arrêts temporaires d'unités de production témoignent du niveau réel d'activité.
- Des évolutions des exigences réglementaires et de certifications, qui normalement devraient favoriser les acteurs, qui viennent par l'incertitude de leurs mises en œuvre et les coûts associés défavoriser la compétitivité des entreprises (PEFC, RDUE, REP avec une augmentation significative opérée de + 30 % cette année sur la REP PMCB).
- Des directives environnementales de plus en plus contraignantes qui risquent de réduire ou de stopper l'activité d'exploitation à certaines périodes de l'année.
- Une pression sociétale et de certaines organisations environnementales qui perdure : actes d'incivilités, de vandalisme, dégradations d'engins forestiers deviennent réguliers et des actions de communication nombreuses donnant une représentation faussée de la filière.
- La crise nématode et la suspension de l'exploitation forestière sur la zone actuelle délimitée (période chaude du 1er avril au 31 octobre).
- L'impact clairement sous-estimé de prime abord de la tempête Nils.
- La situation de Fibre Excellence qui constitue une menace majeure si les sites devaient fermer.
- Une explosion des coûts d'exploitation : hausse significative des coûts de récolte liée à l'augmentation du prix du matériel et du GNR avec en sus des clients finaux qui exigent des baisses de prix régulières et refusent que la hausse du GNR soit répercutée sur le prix de vente.

Avec pour conséquence des marges qui se réduisent encore un peu plus et des trésoreries désormais franchement mises à mal.

- La difficulté de recrutement ou de fidélisation de nouveaux collaborateurs.
- Le sujet assurantiel qui devient prégnant pour les entreprises.
- Une hausse régulière des impayés constatés.

Plus spécifiquement, pour l'industrie de la filière, les carnets de commandes manquent de profondeur au même titre que l'ensemble de l'industrie en général (hors industrie aéronautique).

Les tensions sur la ressource forestière demeurent avec un coût de la matière jugé encore élevé et une inquiétude marquée face aux flux massifs de bois (canters) partant directement vers l'Espagne.

Le travail du bois enregistre un repli marqué de sa production. L'activité est toujours contractée dans le bâtiment avec un redémarrage mesuré dans le gros œuvre. A l'inverse, les travaux de second œuvre ralentissent encore dans la logique des décalages d'intervention entre ces deux corps de métier. Les prix des devis demeurent contraints par une concurrence forte alimentée par l'étroitesse des carnets de commandes. Aussi, la 1^{ère} transformation et les fabrications de charpentes-menuiseries évoluent peu. Les carnets de commandes restent encore très insuffisants. Les prix des intrants demeurent élevés et la concurrence accrue rend les hausses des prix de vente difficiles. Les prévisions demeurent prudentes.

Pour le sciage, la palette et l'emballage : les prix du sciage stagnent, les carnets de commandes peuvent être remplis du fait d'une saisonnalité favorable, voire d'une anticipation de certains clients mais à très court terme (15 jours à 1 mois maximum), mais la visibilité s'arrête là. Pour la palette, augmenter le prix de la palette est un défi majeur et nécessaire les clients refusant les hausses Pour les marchés de niches, les entreprises semblent mieux tirer leur épingle du jeu.

La situation du contreplaqué est plus difficile, le segment du contreplaqué subissant de plein fouet une concurrence internationale féroce (Brésil, Inde, Chine) et les tensions géopolitiques mondiales (politique américaine impactant les marchés).

Le papier-carton est toujours en situation de repli. Les carnets de commandes ne parviennent pas à s'étoffer et les coûts des intrants se maintiennent à des niveaux élevés.

Point Crise Nématode :

La crise nématode et la suspension de l'exploitation forestière sur la zone délimitée actuelle en raison de l'entrée en période chaude suscite bien évidemment une forte préoccupation chez les industriels quant à l'approvisionnement (avec la réduction drastique de la ressource) et la commercialisation de leurs produits mais également sur l'ensemble de la filière. En outre, il n'est pas acceptable pour les acteurs de la filière de s'entendre dire que les travaux et coûts supplémentaires liés à la lutte dont le broyage des rémanents pour les coupes vendues après le 04 novembre sur la zone tampon actuelle ne seront pas pris en charge par l'Etat. En ce sens, les acteurs de la filière du massif des landes de Gascogne regrettent cette posture et réaffirment que toutes les mesures demandées par l'Etat dans le cadre de la lutte contre le nématode, et qui vont au-delà de ce qui est pratiqué habituellement relèvent de la lutte et doivent être donc financées dans le cadre de ce premier foyer. L'absence de clarification sur les dispositifs d'indemnisation, ainsi que certaines décisions récentes, notamment sur la prise en charge de certains coûts, sont de nature à provoquer un arrêt durable de l'exploitation sur les zones concernées. La paralysie prolongée de la zone tampon met en péril à court terme l'équilibre global de la filière régionale. Comment la filière pourra-t-elle survivre avec une activité stoppée 7 mois sur 12 ? Privés de revenus, les sylviculteurs devront reporter les travaux courants ce qui provoquerait l'effet l'inverse à celui recherché : l'arrêt ou le ralentissement de la gestion forestière engendre des risques sanitaires et environnementaux majeurs (dégradation des peuplements, augmentation du risque incendie et tempête, vulnérabilité accrue aux ravageurs). Ces effets sont connus et documentés. Pour la filière, si elle est consciente que la priorité absolue demeure l'éradication du nématode et salue en ce sens les opérateurs de la DRAAF qui agissent depuis le début sur le terrain, il est impossible de négliger les impacts économiques d'une telle paralysie. La survie même de l'ensemble de l'économie de la filière est menacée sans compter la crainte grandissante de la multiplication de nouveaux foyers.

Conclusion :

Au terme de ce premier semestre 2026, la filière forêt-bois-papier en Nouvelle-Aquitaine apparaît profondément marquée par un contexte d'instabilité généralisée, où se conjuguent tensions économiques, pressions environnementales et incertitudes géopolitiques.

Si certains segments parviennent à maintenir une activité soutenue, voire stable, la majorité des acteurs évolue désormais dans un environnement contraint, caractérisé par une visibilité extrêmement réduite et des marges sous forte pression.

Les entreprises font preuve d'une réelle capacité d'adaptation, en ajustant leurs stratégies commerciales, leurs outils de production ou encore leurs approvisionnements. Toutefois, ces efforts ne sauraient suffire à compenser durablement les déséquilibres structurels qui se renforcent.

Dans ce contexte, les enjeux liés à l'approvisionnement, à la compétitivité et à la pérennité des activités apparaissent comme centraux pour l'ensemble de la filière. La nécessité d'un accompagnement adapté, tant sur le plan économique que réglementaire, semble aujourd'hui indispensable pour garantir sa résilience. Plus que jamais, l'avenir de la filière dépendra de sa capacité collective à anticiper les mutations en cours.

Dans cette perspective, la question de la structuration et de la relocalisation des chaînes de valeur, associée aux opportunités offertes par la transition écologique et énergétique, pourrait constituer un levier stratégique majeur pour redonner de la visibilité et ouvrir de nouvelles perspectives de développement.